Recours au Règlement

qu'il n'avait eu le droit de poser cette deuxième question. Que doit faire la présidence?

Je suis heureuse d'être au service de la Chambre, et j'essaie de faire de mon mieux, mais je ne suis pas un robot et je ne suis pas la perfection incarnée. Je suis simplement députée, comme vous tous. Je remercie tous les députés de leur collaboration et de leur compréhension. Je puis leur assurer que je vais continuer à faire de mon mieux pour servir la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Dingwall: Madame la Présidente, je voudrais simplement réaffirmer notre appui à la présidence et aux décisions qu'elle a prises aujourd'hui et à des occasions précédentes.

À mon avis, il est très important pour les délibérations à venir que nous examinions sérieusement la proposition qu'a faite le député d'en face. Il a dit être le troisième sur une liste qu'on a remise au Président. Le Président n'est pas parvenu à son nom sur la liste, car il n'est pas parvenu non plus à la deuxième personne qui y figurait. Un autre député a laissé entendre que les députés qui ont des questions à poser ont toujours un autre moyen de le faire. Il faudrait que la Chambre soit disposée et consente à l'unanimité à prolonger la durée de la période de questions pour répondre aux désirs de ces députés.

Je tiens à appuyer le leader du gouvernement à la Chambre lorsqu'il dit qu'il faudrait examiner dans une tribune ou une autre les aspects de fond de la période de questions. Comme nous le savons tous, le Comité de la gestion possède un sous-comité qui étudie certains de ces aspects. Toutefois, je ne voudrais pas que les députés d'en face laissent entendre d'une façon ou d'une autre que les discussions qui auraient lieu au sein du sous-comité auraient pour effet de changer radicalement les aspects fondamentaux et les traditions qui sont propres à la période de questions.

En terminant, je comprends que la présidence ait du mal à donner la parole à tous les députés qui désirent s'exprimer pendant la période de questions. C'est la raison pour laquelle nous, de ce côté-ci, avons tenté de lui faciliter la tâche en lui remettant une liste. J'estime que ce n'est que raisonnable lorsque 300 députés sont à la Chambre en même temps et veulent prendre la parole sur un sujet en particulier. Cependant, nous sommes étonnés de constater que le gouvernement a maintenant une liste qu'il présente régulièrement. Nous étions convaincus que la période de questions constituait un des

moyens principaux dont les partis et les députés de l'opposition disposaient pour obliger le gouvernement à répondre de ses actes.

• (1220)

Enfin, madame la Présidente, je vous dis ainsi qu'aux députés de la Chambre que les députés d'en face devraient peut-être reconnaître le fait qu'il y a bien des fois.

Une voix: Encore plus.

M. Dingwall: . . . malgré que. . .

Une voix: Laissez-nous répondre.

M. Dingwall: Madame la Présidente, je tente de faire valoir un argument que j'estime très important. Le député. . .

Une voix: Ce qui sort de votre bouche n'est pas vraiment un argument.

Mme le vice-président: S'il vous plaît. Le leader parlementaire a la parole.

M. Dingwall: Madame la Présidente, je vais conclure là-dessus. Les députés d'en face—et je pense à un collègue capable et sincère, le député Guy St-Julien, qui a pris la parole plus de 500 fois au titre de l'article 31 du Règlement depuis 1988. . . Donc je n'accepte pas. . .

Des voix: Oh, oh!

Mme le vice-président: Je remercie le leader à la Chambre du parti libéral de son aide. Je sais que je pourrai compter sur son aide.

Je vais écouter une dernière fois le député de Carleton—Charlotte qui demande la parole.

M. Thompson: Madame la Présidente, je prends très sérieusement ce que vous avez dit à propos de faire de notre mieux. Nous essayons tous de faire de notre mieux. C'est sans doute pour cela que moi et d'autres, vous aussi sans doute, éprouvons parfois quelque découragement.

Je vais faire une suggestion, madame la Présidente, pour ce qu'elle vaut. Vous avez laissé entendre que certains députés de l'opposition s'inquiétaient parce qu'ils n'avaient pas eu droit à une question supplémentaire. À mon avis, c'est à ce niveau-là que les abus se situent. Selon Beauchesne, les questions supplémentaires ne devraient pas avoir de préambule. C'est là que le problème commence. Si la question supplémentaire restait dans les limites de la définition prévue au Règlement, on économiserait bien du temps. On pourrait alors donner l'occasion à cinq ou six autres députés, de ce côté ou